

ARGUMENTAIRE

Emmanuel Macron : un monde virtuel bien loin des préoccupations des Français

Ces derniers mois, les Français ont souvent eu l'impression que l'on ne pouvait rien dire sur Emmanuel Macron. Pourtant, il apparaît chaque jour un peu plus que la politique d'Emmanuel Macron n'est pas habitée par une vision de société à même de remettre la France à l'endroit. Certes, il a fait quelques réformes techniques. Il faut dire qu'il était difficile de faire pire que François Hollande. Mais nous sommes loin de réformes à la hauteur des enjeux pour la France.

Les ordonnances sur le code du travail ? Avec le recul, les avancées pour les employeurs sont très faibles. La réforme de l'Etat ? La dépense publique continue d'augmenter. La violence contre les policiers ? Aucune décision n'a été prise. La lutte contre le travail détaché ? Une fois passé les effets d'annonce, on s'aperçoit que rien n'a changé et que les travailleurs détachés paient toujours leurs charges sociales dans leur pays d'origine.

A grand renfort de communication, Emmanuel Macron cherche à raconter aux Français un monde virtuel. Mais **les faits ont la tête dure**.

1. La dépense publique ne baisse pas et l'année 2018 commence par une hausse d'impôts de 4,5Mds€.



Alors que la croissance repart à la hausse, **la France reste le seul pays de la zone euro qui ne se désendette pas**. Le budget de l'État augmentera encore de 7,3 milliards d'euros cette année. Même si la France parvient à sortir en 2018 de la procédure pour déficit excessif, elle aura le **déficit public le plus élevé de l'Union européenne**.

Emmanuel Macron avait promis de supprimer 120 000 postes dans la fonction publique d'ici à 2022, dont 50 000 au sein de l'État. Or le projet de budget 2018 ne prévoit d'en supprimer que 1 600. 90 % des efforts sont reportés aux années ultérieures, comme cela a été le cas pour chaque budget sous le quinquennat Hollande.

Pour compenser ce manque de maîtrise budgétaire, le gouvernement Macron continue de faire payer les Français et, en premier lieu, les classes moyennes. L'Insee a chiffré à **4,5 milliards d'euros les hausses d'impôt** pour les ménages en 2018.

Dès janvier, huit millions de retraités ont vu leur **CSG augmenter de 25 %**. Pourtant, qui peut penser qu'un retraité avec une pension de 1 250 euros, qui a travaillé toute sa vie et doit faire face à des dépenses de santé de plus en plus élevées, est un privilégié ?

Mais Emmanuel Macron ne s'en prend pas qu'aux retraités. Depuis le 1er janvier 2018, le litre de **diesel a augmenté de 7,6 centimes par litre**. Pour une famille qui fait chaque année 30 pleins de 60 litres, cela fera 137 euros de plus à payer en 2018. Quant aux jeunes parents des classes moyennes, ils vont être touchés de plein fouet par la réduction de la prestation d'accueil du jeune enfant.

Il est irresponsable de continuer à s'attaquer à la politique familiale, alors que les familles ont été les premières victimes du quinquennat Hollande et que la France observe, pour la troisième année consécutive, une baisse de la natalité.

Chaque jour, nous constatons le **mépris du président pour la France des territoires**, cette France des gens modestes qui prennent leur voiture pour aller travailler et qui, eux, ne profiteront pas des dispositions sur les produits financiers.

2. Le Gouvernement ne fait rien pour restaurer l'autorité de l'Etat.



Ces dernières semaines, les actes de délinquance se sont succédé. Des agressions lâches et inacceptables à l'encontre de nos forces de l'ordre, à Champigny-sur-Marne et dans bien d'autres villes. Des gardiens de prison blessés. Un train pris d'assaut par des gens du voyage. Des zadistes qui triomphent d'avoir fait capituler l'Etat.

Il est trop facile de s'indigner et de ne rien faire. Nous appelons à en finir avec la culture de l'excuse et le sentiment d'impunité que le laxisme des années Taubira a laissé s'installer. La peur doit changer de camp et les délinquants doivent savoir que cela les conduira systématiquement derrière les barreaux, et pour longtemps.

C'est la raison pour laquelle Laurent Wauquiez et l'équipe dirigeante des Républicains ont demandé le **rétablissement des peines plancher pour les agressions commises contre un policier, un gendarme ou toute autre personne dépositaire de l'autorité publique**. En outre, il ne doit plus y avoir **aucun aménagement de peine** pour les condamnations qui sanctionnent des violences à l'encontre des dépositaires de l'autorité

3. Depuis les premiers mois d'Emmanuel Macron, on assiste à une explosion de l'immigration en France.



Depuis plusieurs semaines, le gouvernement nous présente une supposée politique de fermeté sur l'immigration. Il ne faut pas se contenter des discours qui relèvent d'un art de l'enfumage, mais regarder les faits.

Emmanuel propose un catalogue de mesures techniques qui ne changeront rien à la vague migratoire. En 2017, 262 000 premiers titres de séjour ont été donnés à des étrangers. **C'est du jamais vu en plus de 40 ans**. Cela veut dire que chaque année, la France accueille désormais l'équivalent de la ville de Bordeaux !

Le nombre d'immigrés clandestins qui arrive sur notre pays explose lui aussi. Pour la première fois, nous avons franchi le nombre de 100 000 demandeurs d'asile en 2017, alors que chacune année plus de 60% des demandes sont rejetées car considérées comme infondées. Notre pays n'a plus la capacité d'accueillir autant d'étrangers.

Face à la gravité des enjeux, le gouvernement pratique la politique de la porte ouverte. Alors que seuls 4% des déboutés du droit d'asile sont expulsés, **les crédits consacrés à l'éloignement des étrangers en situation irrégulière sont en baisse de 7% pour 2018**. Dans le même temps, **les crédits de l'Aide médicale d'Etat ont augmenté de 13% pour se porter à près d'1 milliards d'euros**.

Il faut que la France reprenne le contrôle en décidant, chaque année, dans le cadre d'un débat au Parlement, le nombre d'étrangers que nous sommes en capacité d'accueillir et d'intégrer. **Ce n'est pas aux passeurs de décider combien on accueille d'étrangers sur notre territoire, mais bien aux Français**.